
Les attentats ne pardonnent jamais

Yehuda Lancry

Yehuda Lancry était, il y encore quelques mois, ambassadeur d'Israël à Paris. Aujourd'hui, il assume d'importantes fonctions politiques aux côtés de David Lévy qui, après avoir quitté le Likoud, dirige un parti politique au nom très symbolique: Le pont. Cette formation a fait alliance avec le Likoud dans la perspective des élections législatives de mai 1996.

— Comment réagissez-vous aux attentats qui viennent d'avoir lieu à Jérusalem et à Tel Aviv les 3 et 4 mars 1996?

Invariablement, face à ce type d'événements, ce qui compte d'abord est l'émotion que l'on ressent, la douleur que l'on éprouve et la colère qui vous envahit. Quand, ensuite, on prend un peu de distance avec l'événement lui-même pour analyser ce qui vient de se passer, on reste convaincu que la démarche israélo-palestinienne, qui va dans le sens de l'histoire, est trop forte pour être remise en cause par de tels attentats. Mais, en même temps, ils montrent que les difficultés persistent et qu'une partie de la société palestinienne n'a pas pu encore s'adapter à cette nouvelle situation politique engendrée par le processus de paix. Cette partie de la société palestinienne, qui se situe dans la mouvance du Hamas ou du Djihad islamique, s'affirme comme une force rétrograde; pour elle le statut définitif de la Palestine ne peut être qu'un Etat islamique s'étendant de la Méditerranée jusqu'au Jourdain.

Cela signifie qu'une partie de la société civile palestinienne n'est pas acquise au processus et ne veut pas reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Il nous faudra donc, avec, heureusement pour nous, la

Eté 1996

majorité des Palestiniens, faire avancer la paix en réduisant l'influence de cette mouvance.

— *Quand vous dites "une partie de la population", c'est peut-être en fait une infime partie puisqu'au sein même des partisans de Hamas, il semble qu'il y ait une cassure entre une minorité qui prône la violence et une majorité qui souhaite se battre sur un plan strictement politique.*

J'appelle de tous mes vœux une cassure de ce type mais, je voudrais en avoir la confirmation. Le versant politique pourrait par exemple accepter de reconnaître Israël à la suite de ce qu'a fait l'OLP. A un moment ou un autre, il faudra bien modifier telle ou telle charte mais avant, cela peut commencer par une déclaration politique consistant à dire: Israël a le droit d'exister et nous envisageons une cohabitation politique avec lui. Tant que cela ne vient pas, je pense que cette cassure est d'ordre tactique et que la métamorphose du Hamas n'est pas commencée. Je ne demande pas mieux que le Hamas fasse lui aussi sa conversion politique et abandonne la guerre même sur la base d'une conception différente de la paix avec l'Etat d'Israël. Nous n'avons pas intérêt, nous Israéliens, à ce que la société palestinienne tombe dans une lutte intestine; ce n'est ni l'intérêt d'Israël ni de la paix ni des Palestiniens.

Il est possible effectivement que la branche armée des islamistes ne concerne que quelques dizaines ou, au plus, quelques centaines de personnes. D'après les services de renseignements israéliens, on sait qu'il y a quelques centaines de candidats à cette démarche suicidaire. Donc ce n'est pas la majorité des Palestiniens, loin s'en faut. Mais le problème est que la périphérie de l'Islam extrémiste exerce chez les Palestiniens une attraction néfaste qui va dans le sens opposé à l'existence de l'Etat d'Israël, et bien entendu à la démarche de cohabitation et de paix entre nous et les Palestiniens. Donc même s'il n'y a qu'une branche armée limitée dans son recrutement, elle est ancrée dans un milieu qui bénéficie de toute une infrastructure de prédicateurs, d'instances dites spirituelles, formatrices et foudatrices qui exacerbent ce mouvement au sein de près d'un tiers de la population palestinienne. Partout — aussi bien en Algérie, en Egypte ou dans les Territoires — ces mouvements se développent de la même manière; à partir de la mosquée, de l'action sociale autour de la mosquée, de l'école maternelle, du dispensaire de soins que fréquente la population, voire d'un bureau de placement pour trouver des emplois... L'action sociale est un outil privilégié du développement du Hamas et donc cela, va bien au-delà de la structure opérationnelle et armée.

— *Aussitôt après ces attentats, le gouvernement israélien a exigé de l'Autorité palestinienne qu'elle prenne les mesures nécessaires pour lutter contre le terrorisme. Pensez-vous qu'elle a agi en ce sens?*

Je constate une évolution positive de Yasser Arafat. Après les premiers attentats qui n'étaient pas moins durs que ceux qui viennent d'avoir lieu, la condamnation d'Arafat était différée par rapport à l'attentat; il lui fallait quelques heures, parfois même une journée avant de réagir alors que

maintenant la condamnation est,spontanée. Le gouvernement israélien avait en même temps appelé Arafat à des mesures politiques, pédagogiques, si je puis dire. J'aurai toujours présente à l'esprit cette image d'Itzhak Rabin et tout récemment eucore de Shimon Pérès prononçant, sur le champ encore dévasté de l'attentat, un discours de paix, pédagogique et formateur, pour réaffirmer que le processus ne sera jamais remis en cause par le terrorisme.

On serait bien en peine de se souvenir d'un discours analogue du côté d'Arafat. S'il avait eu quelques grandes occasions de s'exprimer devant les foules, c'était plutôt pour appeler au Djihad ou à la libération de Jérusalem, capitale de la Palestine. On constate que cette fois-ci il y a eu quand même une manifestation pour la paix à Gaza... C'est dire qu'au niveau de la pédagogie de la paix, il y a maintenant un contrepoint; face aux vendeurs de cassettes islamistes, face à la diffusion de tout ce matériel islamiste qui appelle à la destruction de l'Etat d'Israël, à la mort du juif en tant que juif, on a une activité pédagogique de paix qui commence juste à se déployer. Je pense que c'est indispensable pour renforcer cette paix bien difficile. Arafat s'oriente dans cette direction. Dans quelle mesure son activité politique et policière (au sens objectif du terme: elle dispose d'une police; mais je pourrais même dire activité militaire parce que c'est une quasi-armée) est-elle efficace? Je crois que, à l'heure actuelle, nous n'avons pas encore les preuves tangibles de cette efficacité. Il y a une nécessité pour Arafat d'entreprendre une action beaucoup plus ferme, beaucoup plus virulente, sans compromission aucune avec le terrorisme suicidaire, pour que ce processus de paix puisse se poursuivre au rythme que l'on a connu durant ces dernières années.

— Le chef d'état-major de l'armée israélienne a récemment déclaré que ces groupes étaient financés par les Iraniens. Qu'est-ce qui est le plus important: le terrain dont vous parliez ou ce soutien des Iraniens qui utilisent ces hommes pour déstabiliser un processus avec lequel ils ne sont pas d'accord?

Les Iraniens sont, pour ainsi dire, les pères spirituels, conceptuels et concrets de ces démarches. Si ces activités se retrouvent avec le même schéma aussi bien en Algérie que dans les territoires de l'Autorité palestinienne, c'est qu'effectivement, ils ont un seul père, un seul concepteur: l'Iran. L'Iran essaie d'étendre son influence à travers cette action de groupes extrémistes comme le Hamas. Pour nous, les preuves tangibles de ce soutien sont là, d'autant qu'il suffit d'avoir les finances pour avoir la structure. C'est la même situation avec le Hezbollah; l'ambassadeur iranien à Damas est la cheville ouvrière de l'acheminement en matériel et en devises pour alimenter l'action du Hezbollah. C'est évident et ce n'est pas la première fois que des dirigeants israéliens, politiques ou militaires, s'expriment de cette façon.

— Les événements,tragiques qui viennent de se dérouler auront-ils des conséquences sur l' attitude des Israéliens et donc sur les élections

Eté 1996

prévues le 29 mai 1996?

Inéluctablement oui, parce que la politique est le terrain, par excellence, du cérébral mais aussi de l'instinctif, de "l'instinctuel" si je puis dire. Et chacun réagit fondamentalement d'abord de manière instinctive. L'assassinat de Rabin avait suscité une onde de choc qui avait balayé la droite sans aucune distinction entre le centre-droit et les autres formations opposées à l'actuelle majorité.

Les attentats en Israël ne pardonnent jamais; on l'a vu, par exemple, lors des élections de 1992, à la suite d'événements qui n'étaient que des incidents en comparaison de ces attentats atroces. Le gouvernement avait alors basculé pour seulement quelques sièges. Le gouvernement actuel n'est donc pas à l'abri d'une défaite électorale et, en tout cas, il doit gérer une situation extrêmement difficile. Je crois qu'il peut présenter à l'opinion publique israélienne le côté positif du processus de paix mais, en même temps, en raison de ces attentats et de leur caractère suicidaire et terriblement dommageable, ce processus se brouille; aux yeux de l'électeur israélien, il manque désormais de visibilité comme de lisibilité. Il faudra donc que le gouvernement déploie un effort immédiat et concret dans la lutte anti-terroriste et que, simultanément, il mette en avant le côté valorisant de ce processus, c'est-à-dire la nouvelle résonance d'Israël sur la scène politique internationale et sur la scène arabe, l'ouverture vers la Jordanie ou vers d'autres pays du Golfe ou du Maghreb qui émettent des signes prometteurs de normalisation avec Israël.

Au regard même des Israéliens, nous sommes aujourd'hui, nous peuple des valeurs, de la morale universelle, de la loi universelle, en meilleure adéquation avec nos impératifs éthiques que dans une situation où nous étions amenés à contrôler et à dominer un autre peuple sans que s'esquisse une issue à cette domination. Je nuance toujours mon analyse sur la domination israélienne du peuple palestinien parce que je pense que cette domination qui s'est traduite par une occupation militaire n'est pas tombée comme une foudre du ciel. En 1967, c'est, à l'évidence, Israël qui était attaqué par quelques pays arabes qui voulaient son éradication. Forcés et contraints de nous défendre, nous nous sommes retrouvés dans la situation que nous gérons jusqu'à aujourd'hui. Donc il y a un partage des responsabilités et cette domination s'exerce sur des territoires où s'enracinent profondément les droits historiques du peuple juif. Avant Jérusalem, c'était Hébron où le roi David avait installé son premier royaume. Je veux dire par là que c'est un conflit de deux peuples pour une terre et que la logique veut qu'il y ait un compromis. C'est pourquoi, je me félicite de la reconnaissance mutuelle qui, à mes yeux, est la force motrice de ce dialogue. Elle est d'une positivité telle qu'elle est capable de transcender toutes les conjonctures. J'étais, dès le départ, convaincu que même si le dirigeant actuel devait disparaître pour des raisons politiques, ou, malheureusement, pour d'autres raisons comme pour Itzhak Rabin, le dialogue qui s'est établi sur un fondement philosophique d'une grande force — la reconnaissance de l'autre — pourra transcender les conjonctures difficiles, les attentats, les assassinats et aussi les soubresauts

à venir d'un dialogue qui sera très difficile quand on en viendra à la négociation sur le statut définitif.

Y aurait-il un gel de 6 mois dans ce processus qu'on le retrouverait après parce que la reconnaissance mutuelle est cette force qui permettra de souder les volontés de part et d'autre.

— Actuellement, dans la perspective des élections, vous préparez une alliance avec le Likoud, qui vient, par ailleurs, de conclure un accord avec Tsomet. Cette coalition va donc rassembler des personnalités très différentes parmi lesquelles se trouvent des hommes hostiles au processus de paix. N'y a-t-il pas là des contradictions importantes dans l'éventualité d'une victoire le 29 mai?

Je reviens au fondement philosophique: la reconnaissance mutuelle. On ne peut plus dire aujourd'hui que le peuple palestinien n'existe pas ni qu'Arafat n'est pas un interlocuteur représentatif. Déjà Binyamin Netanyahu a admis qu'il parlerait à Arafat ne serait-ce que par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères. Ce n'est pas rien que le ministre des Affaires étrangères de Netanyahu parle à Arafat... Il a peut-être besoin au départ d'une prothèse pour continuer la discussion avec lui mais je n'ai aucun doute que, s'il était appelé au pouvoir, Binyamin Netanyahu s'adresserait directement à Arafat. Il y a un an ou deux, quand j'étais encore ambassadeur d'Israël à Paris, je me souviens avoir lu un entretien de Netanyahu au *Figaro* où il répondait justement à cette question: "Si vous arriviez au pouvoir, est-ce que vous verriez en monsieur Arafat un interlocuteur valable?" La réponse a été: "Ce n'est pas nous qui l'avons nommé. Il est là".

Plus largement, au sein de la coalition, il y aura une partie qui ne verra pas d'un œil favorable la poursuite de ce processus, et une autre, celle qui compte le plus, qui, au contraire, soutiendra un processus, peut-être différent, mais un processus avec le même interlocuteur.

— Même avec Sharon ou des hommes comme Rafaël Eitan...

Vous savez, Sharon est un grand pragmatique. Dans les années 70, alors qu'il était à ce moment-là — me semble-t-il — conseiller du Premier ministre (Itzhak Rabin) pour la lutte anti-terroriste, il avait été un des tout premiers à avoir préconisé la reconnaissance de l'OLP. Il n'aime pas qu'on le lui rappelle. Si nous adhérons à cette alliance Likoud-Tsomet, nous avons — notre parti s'appelle *Le pont* — vocation à créer, grâce à l'esprit d'ouverture et de coopération de notre chef de file David Lévy, des passerelles et les passages nécessaires pour être le pont dans ce dialogue. En tout cas, je me verrais bien dialoguer avec Yasser Arafat ou qui de droit du côté palestinien sans recul ni scrupule; je pense que c'est une chose qui peut se faire. Par ailleurs, le Likoud n'est pas totalement étranger à la réalité de paix en Israël. Il a été le premier parti au gouvernement à signer un traité de paix avec un pays arabe. C'est bien Menahem Begin qui arrivé au pouvoir avec un programme, ultra-

Eté 1996

nationaliste ("*nous ne céderons pas un seul pouce de terre*", disait-il) a concédé tout le Sinaï et a démantelé les implantations qui s'y trouvaient.

— *Ne pensez-vous pas qu'il a rendu le Sinaï pour mieux contrôler et conserver la Cisjordanie et Gaza?*

Peut-être bien, mais il y a eu quand même dans cet accord avec l'Égypte, tout une annexe consacrée aux Palestiniens et l'idée d'autonomie y était déjà plus ou moins présente, "en sourdine". C'est pourquoi je crois que le Likoud a été l'auteur inspiré de démarches utiles et fondatrices pour Israël. Plus tard, il a mis sur pied la conférence de Madrid, car c'est bien, sous le gouvernement de Itzhak Shamir, qui pourtant incarnait l'immobilisme à outrance, que pour la première fois officiellement des Israéliens et des Palestiniens, même sous couvert d'une délégation mixte jordano-palestinienne, ont pu dialoguer; chacun sachant très bien que cette délégation recevait des télécopies de Tunis, émanant d'une OLP à l'époque assez moribonde. Ce qui montre que le Likoud n'a pas été un parti totalement hermétique à l'idée de paix. Je ne prends pas ici la défense du Likoud, mais je reconnais en lui une formation politique responsable et qui n'aura pas d'autre choix que de reconnaître le fait accompli et, à mon sens, un jour ou l'autre, être acquis à la nécessité de cette reconnaissance mutuelle.

— *Depuis ces événements, il paraît clair que les Israéliens, sans nécessairement se détourner du processus de paix, veulent qu'il y ait une sérieuse inflexion dans le sens d'une plus grande sécurité. Si la droite arrive au pouvoir, que pourra-t-elle faire en ce sens que ne ferait pas le gouvernement actuel?*

La majorité de la société israélienne se tourne vers la paix et adhère déjà à l'idée d'une cohabitation avec le peuple palestinien. Mais, l'inflexion sécuritaire est, en effet aujourd'hui, l'inflexion urgente et primordiale. C'est dans ce sens qu'il ira un gouvernement conduit par Netanyahu et l'attitude du Likoud sera donc plus ferme sur les grands dossiers en négociation. Nous serons totalement inflexibles sur Jérusalem. Pour avoir travaillé avec messieurs Pères et Rabin, je suis convaincu de leur inséparable attachement à Jérusalem demeurant sous la souveraineté politique d'Israël; je pense même qu'il y a, sur ce point, un consensus national. S'agissant du dossier concernant le retour des réfugiés, le gouvernement de Netanyahu opposera une fin de non-recevoir. Il n'est en effet pas question pour Israël d'accepter, dans ses frontières reconnues, le retour des réfugiés palestiniens de la guerre d'indépendance.

— *Même dans les zones autonomes?*

Dans les zones autonomes, c'est peut-être un autre volet. C'est nettement moins grave que la revendication d'un retour à Tel Aviv, à Jérusalem, à Saint-Jean d'Acre ou ailleurs. Ces deux dossiers seront donc probablement traités avec une démarche plutôt ferme et même fermée

par le Likoud, s'il parvient au pouvoir.

Reste l'idée du statut définitif de l'autonomie. L'accord international nous engage à le mettre en place. Avec le Likoud au pouvoir, on peut imaginer deux possibilités: soit une pratique relativement pragmatique et très évolutive, soit une décision consistant à geler ce qui a été acquis. Cette dernière hypothèse conduirait à ce que soient alors de nouveau posées des interrogations politiques fondamentales. Ce sont les deux situations vers lesquelles on peut aller. De l'orientation qui sera prise, franchement je n'ai pas une idée très claire. Ce que je crois c'est que nous aurons du temps pour l'cuvisager (au moins trois ans) et qu'au terme de ces quelques années, il faudra qu'il y ait eu un progrès par rapport à la situation actuelle.

Encore une fois je demeure profondément convaincu de la valeur foncière de la reconnaissance mutuelle. De toutes façons, quoiqu'il arrive, le dialogue entre les peuples est installé une bonne fois pour toutes et il aboutira; il mettra peut-être plus de trois ans mais il aboutira.

— Vous venez de parler de deux dossiers fondamentaux. Comment voyez vous celui des implantations? De ce point de vue, j'ai le sentiment qu'elles se sont encore étendues et que les infrastructures routières ont été considérablement développées.

En Judée-Samarie s'enracinent des droits historiques du peuple israélien. Nous ne sommes pas étrangers à ces territoires, comme le serait une grande puissance coloniale par rapport à ses colonies. Les puissances coloniales du début du siècle entretenaient avec leurs colonies un rapport lâche et distant alors qu'ici le rapport est ferme et étroit parce qu'Israël a sur ces territoires un véritable droit. C'est pourquoi je ne parle pas de colonies mais plutôt d'implantations en soulignant la nécessité de trouver des compromis politiques entre nous et les Palestiniens qui occupent le sol depuis quelques siècles et auxquels il faut aussi reconnaître ce droit d'existence. Donc la nécessité d'un compromis entre nous et les Palestiniens doit être un sujet sérieux à l'étude dans lequel se règlera aussi la question des implantations. Rabin avait indiqué un choix possible selon lequel, sous la souveraineté israélienne, resteraient quelques régions, ou quelques grandes implantations qui engloberaient les plus petites. Le reste des territoires étant laissé aux Palestiniens.

— Si tous ces dossiers sont ainsi fermés, ne pensez-vous pas que cela risque de produire de profondes frustrations dans la société palestinienne où beaucoup pensent qu'ils ne sont plus qu'à quelques minutes d'un Etat palestinien...

Nécessairement ces démarches se gèrent à travers quelques désordres et quelques contradictions. Il y aura d'autres étapes frustrantes pour les uns comme pour les autres car la frustration n'est pas univoque. Un Israélien, même attaché à la paix, ne comprend plus très bien aujourd'hui ce qui se passe et doit donc se rabattre sur des principes philosophiques

Eté 1996

du type de ceux qui sous-tendent la reconnaissance mutuelle pour essayer d'animer encore sa conviction. La situation ne manque pas de contradictions et de frustrations et on en aura certainement d'autres, peut-être plus intenses, parce que le statut définitif sera différent du statut actuel. Peut-être est-on à cinq minutes de l'Etat palestinien, peut-être à dix ou à quinze... En tout cas, dans des conjonctures conviviales et dans le cadre d'une réelle cohabitation, l'Etat palestinien n'est pas une hypothèse qui doit nécessairement susciter l'effroi et le rejet. Ce qui compte d'abord, c'est de créer les conditions de ces conjonctures et de cette cohabitation.

Quand on regarde encore une fois le côté palestinien, on s'aperçoit qu'il comporte un versant lumineux qui va dans le sens du dialogue et de la cohabitation, mais aussi un versant obscurantiste qui refuse le principe même de la reconnaissance mutuelle. Chez nous, cette non-reconnaissance ne passe que par une expression politique.

L'essentiel, en définitive, est que ce dialogue puisse se gérer dans l'intelligence.

— Pour la première fois, le Premier ministre d'Israël va être élu au suffrage universel. Dans ces conditions, peut-on imaginer qu'au lendemain des élections du 29 mai se mette en place une cohabitation à l'isroélienne si la majorité à la Knesset était différente de l'appartenance politique du Premier ministre?

C'est un cas de figure politique qui existe à l'échelle municipale; je suis bien placé pour vous le dire parce que j'ai été maire pendant neuf ans et à un moment ma liste a été minoritaire. Si c'était le cas au niveau national, il faudra que le Premier ministre puise dans les différents partis représentés à la Knesset; ce qui est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui: monsieur Rabin a bien dû composer avec des petites formations comme le Meretz mais même avec cette alliance il n'avait pas de majorité puisqu'il ne pouvait compter que sur 56 députés. Pour arriver à la majorité de 61 sièges, il a eu besoin de l'appui extérieur apporté par les 5 députés arabes israéliens. En tout cas, un tel scénario de cohabitation est fort possible.

*Entretien conduit
à Tel Aviv par
Jean-Paul Chagnollaud*